

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB)

Date de la contribution : 12/11/2020

En préambule, Enerplan, syndicat des professionnels de l'énergie solaire, souhaite rappeler son attachement à une tarification de l'utilisation des réseaux publics qui non seulement couvre les coûts, ce point ne faisant pas débat, mais qui soit également un outil au service de la transition énergétique. Cette transition, inscrite dans la loi notamment dans les articles 100-1 et suivants du Code de l'Énergie, mais aussi dans sa déclinaison opérationnelle qu'est la PPE, prévoit un changement de paradigme, avec le passage d'une économie centralisée de la production électrique à une décentralisation massive de ces outils. Les services de flexibilité, pour certains encore bridés par des règles obsolètes, poursuivent la même dynamique de décentralisation et sont désormais prêts à rendre des services clés afin de contribuer à la stabilité du réseau au meilleur prix. Cette décentralisation ne peut se faire sans s'appuyer sur le maillage fin et résilient des réseaux publics. Ils doivent donc être un outil de cette transition.

Enerplan rappelle également son attachement à ce que les réseaux soient des outils non discriminants pour favoriser l'essor de la production d'électricité à partir de sources renouvelables, en particulier de l'autoconsommation, individuelle ou collective, mais aussi demain des communautés énergétiques issues des directives européennes en cours de transposition en droit français et l'ensemble des usages contribuant à abaisser l'empreinte environnementale du secteur énergétique. La tarification de leur utilisation doit donc refléter cette volonté de permettre une insertion accrue d'électricité renouvelable, en favoriser l'usage et la consommation locale.

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Enerplan tient tout d'abord à saluer l'exercice conjoint de la CRE et des gestionnaires du réseau public d'électricité en vue de l'élaboration des futurs tarifs d'utilisations desdits réseaux, appelés TURPE 6. Le réseau électrique doit être un véritable accélérateur de la transition énergétique en permettant à la production renouvelable de venir suppléer l'arrêt des centrales les plus polluantes du mix actuel, que leur combustible soit fossile ou nucléaire. Les mutations à l'œuvre dans notre manière de produire et de consommer l'électricité sont le fruit d'impulsions politiques européennes et françaises qu'Enerplan a toujours soutenu, et il est capital que le niveau et la structure des futurs TURPE 6 permettent aux gestionnaires du réseau d'assurer leur mission de service public en faisant du réseau qu'ils gèrent un maillon à part entière de la chaîne de la transition énergétique.

En tant que syndicat des professionnels du solaire, Enerplan est en phase avec la majorité des enjeux présentés par RTE pour la période des TURPE 6 HTB. Néanmoins, le point relatif au rôle accru des règles supranationales, notamment européennes, et à leur caractère imprévisible pose question. Depuis 1964 et la jurisprudence Costa c/ Enel (arrêt de la Cour de Justice de la Communauté Européenne du 15 juill. 1964, Costa c/ Enel, aff. 6/64) et conformément aux traités adoptés depuis, le droit communautaire prime sur le droit des États Membres de l'Union Européenne, dont le droit français. Aussi, dans le cas des règlements européens, les règles et leurs délais d'application sont connus de l'ensemble des acteurs du système électrique, dont RTE, de longs mois avant leur entrée en vigueur. Dans le cas de la transposition de directives en droit français, les éléments de droit sont là aussi connus largement en amont de leur entrée en vigueur, avant que le législateur national ne vienne les confirmer par transposition.

Enerplan s'étonne donc de la surprise de RTE face au droit européen et à ses conséquences en termes de coûts dans le cadre de l'élaboration des TURPE 6 HTB. Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité ainsi que l'ensemble des acteurs du système électrique doivent bien prendre en considération les règles européennes dans leurs activités, dans la mesure où elles sont supérieures à celles adoptées par la France dans la hiérarchie des normes. Le paquet législatif

européen « Une énergie propre pour tous les citoyens », porteur de nombreuses mesures favorisant la pénétration des énergies renouvelables dans le mix électrique des États Membres et régissant la procédure d'élaboration et d'application des tarifs d'accès au réseau électrique, doit à ce titre être pris en compte dans sa totalité lors de l'élaboration des TURPE 6. Les acteurs ont par ailleurs tous la possibilité de contribuer aux débats publics menant à l'élaboration du droit européen, via les consultations publiques systématiquement mises en place par les institutions européennes.

Concernant les constats dressés par la CRE, là aussi Enerplan les partage et les approuve pour la plupart. Pour autant, certains méritent d'être précisés ou approfondis. Par exemple, Enerplan est en phase avec la CRE sur son constat de l'avènement de « l'ère de la flexibilité ». Ces solutions de flexibilité sont appelées à devenir la clé de voute de la maîtrise des coûts de congestion et de renforcement du réseau à l'aune de la transition énergétique, en apportant des solutions alternatives aux renforcements structurels coûteux pour la collectivité. Cependant, si RTE a effectivement vocation à avoir recours à ces solutions de flexibilité dans le cadre du maintien de la qualité d'alimentation et de la sécurité des approvisionnements, il paraît ici important d'insister sur les règles entourant le recours à ces solutions, seules à même de permettre au gestionnaire de réseau de transport de déployer pleinement sa stratégie de dimensionnement optimal.

En effet, la directive et le règlement sur le marché intérieur de l'électricité (directive 2019/944 et règlement 2019/943) imposent l'émergence d'un marché de la flexibilité, sur lequel les acteurs pourront proposer leurs services indépendamment de la technique utilisée par leur offre pourvu qu'elle réponde à la contrainte identifiée par le gestionnaire du réseau. Si des projets tels que Ringo ou les récents appels d'offres de flexibilité lancés par Enedis ont permis de prouver via des pilotes la viabilité des solutions de flexibilité et leur capacité à se mettre au service de la stabilité du réseau, l'émergence d'un marché libre de la flexibilité sur le réseau reste un chantier en cours dont l'achèvement doit être une priorité. Il appartient à ce titre aux gestionnaires de réseaux de peu à peu s'effacer de ce marché en tant que participant pour ne plus se positionner qu'en acquéreurs et à la CRE de superviser cet effacement au profit des solutions disponibles sur le marché.

Enfin, Enerplan souhaite attirer l'attention de la CRE sur la dégradation à l'œuvre de la conjoncture économique du fait de la crise sanitaire en cours. Dans la sous-partie « Le niveau et la structure du tarif », la CRE indique que « Le taux de rémunération des actifs doit en outre refléter la baisse des taux sur les marchés ». Si la tendance baissière était effectivement la règle jusqu'ici sur les marchés financiers, et qu'il n'est que logique que le taux de rémunération des actifs de RTE le reflète, il convient de prévoir une clause de révision de ce taux de rémunération à intervalle régulier afin de permettre une adaptation de celui-ci à une éventuelle dégradation des taux sur les marchés financiers dont la probabilité est accrue par la crise sanitaire en cours.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Favorable

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est en phase avec la proposition de la CRE de maintenir la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette. Cette modalité de rémunération constituant une incitation à l'efficacité du point de vue des coûts et des délais dans les travaux, Enerplan ne peut que voir d'un bon œil une mesure qui permettra in fine de faciliter le

raccordement des actifs de production renouvelables en accélérant les travaux nécessaires à ces raccordements sur le réseau.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Défavorable

Commentaire :

Enerplan s'interroge sur la proposition de la CRE de faire bénéficier aux consommateurs qu'une partie de la plus-value des actifs cédés. En effet, partant du constat que les ouvrages cédés et générant une plus-value résultent d'un investissement couvert par le TURPE, et donc par les utilisateurs du réseau, il convient de faire bénéficier à ces mêmes consommateurs finaux de la totalité de la plus-value, RTE n'ayant vocation qu'à gérer ces actifs et non à bénéficier du fruit de leur revente. Aussi, Enerplan souhaiterait que la plus-value éventuelle résultant d'une cession d'actifs soit reversée entièrement au CRCP.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ?

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est, dans l'ensemble, aligné avec la position de la CRE quant au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP. Le syndicat des professionnels du solaire salue tout particulièrement le traitement réservé aux charges de gestion de la tension. Les problématiques de tension haute rencontrées sur le réseau électrique cet été reflètent particulièrement bien la place que sont amenés à jouer dès aujourd'hui les services système tension dans le système électrique. Il convient à ce titre, comme le propose justement la CRE, de maintenir un niveau non négligeable d'incitation vis-à-vis de RTE dans ce cadre en attendant qu'aboutissent les discussions avec les parties prenantes.

Néanmoins, Enerplan s'interroge sur la volonté de la CRE d'abaisser drastiquement le niveau d'incitation de RTE concernant la gestion des charges liées aux congestions, en particulier nationales. En effet, la gestion des congestions et la compensation des charges associées fait partie des missions de RTE et va, comme décrit dans le SDDR récemment visé par la CRE, devenir un enjeu prioritaire à court terme. Les congestions se multiplient sur le réseau géré par RTE et la réponse à celles-ci se doit d'être la plus efficace possible, techniquement et financièrement. La diversification des solutions disponibles en la matière est ici un point essentiel, dans la mesure où l'écêtement est aujourd'hui souvent vu comme l'unique solution alors que des services alternatifs tels que le stockage stationnaire par batteries seraient en mesure de résorber les congestions à moindre coût. Dès lors, une part d'incitation plus importante que 20% serait pertinente concernant ce poste.

Question 8 : Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la

gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan partage la position de la CRE. Le renouvellement des actifs âgés n'étant plus à même de remplir leur mission est un processus essentiel et les coûts qui en découlent doivent être répercutés sur les utilisateurs du réseau. Néanmoins, il convient comme le propose la CRE d'inciter fortement RTE à déployer les solutions les plus efficaces d'un point de vue technico-économique dans le cadre de ce processus de renouvellement, y compris des solutions de flexibilité. Enerplan considère que le suivi et les incitations proposées par la CRE sont à même de pousser RTE à gérer ses actifs de la manière la plus vertueuse possible pour l'ensemble du système électrique.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?

Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en œuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Enerplan tient à rappeler le rôle fondamental des marchés d'équilibrage dans le cadre de la transition énergétique. Le paquet législatif européen « Une énergie propre pour tous les citoyens » les a mis au cœur du cadre favorable à l'essor de la production d'électricité à partir de sources renouvelables. Au titre de ce paquet législatif, les États Membres de l'Union Européenne et leurs gestionnaires de réseaux de transport doivent progressivement faire évoluer l'ensemble des services d'équilibrage vers une logique de marché. Le syndicat des professionnels du solaire ne peut donc que saluer l'instauration par la CRE d'une régulation incitative portant sur les coûts de constitution des réserves d'équilibrage, outil à même de permettre aux solutions les plus compétitives économiquement d'être appelées par RTE, indépendamment de la technologie qu'elles déploient.

Cela étant dit, Enerplan attire l'attention de la CRE sur sa volonté affichée de fixer la trajectoire de référence des réserves en se fondant, notamment, sur les prix historiques. Certains produits susceptibles de participer aux marchés d'équilibrage, tels que le stockage stationnaire par batteries, ont connu ces dernières années des baisses de coûts dépassant toutes les estimations et leur permettant d'atteindre un niveau compétitif sur les marchés d'équilibrage. Aussi, il convient de préciser les produits pour lesquels la trajectoire de référence des réserves se basera sur les prix historiques et ceux pour lesquels des prévisions et/ou un historique très récent seront retenus. Dans le cas précité du stockage stationnaire par batteries, il ne serait en effet que peu pertinent de prendre en compte les prix observés ces dernières années du fait de l'importante baisse des coûts constatée au cours de la dernière décennie.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan tient tout d'abord à saluer l'inclusion des écrêtements déployés dans le cadre de la stratégie de dimensionnement optimal du réseau adoptée par RTE dans le périmètre des congestions nationales couvertes par le

TURPE. Cette réponse aux congestions va en effet intervenir de plus en plus fréquemment dans le cadre de la croissance du parc EnR français, nécessaire à l'atteinte des objectifs de la PPE. Son inclusion au sein des congestions nationales garantit le traitement de ces écrêtements à égalité du point de vue de leur financement vis-à-vis d'autres méthodes de résorption des congestions, garantissant que leur emploi au titre du dimensionnement optimal ne se fasse pas au détriment des producteurs EnR, leur permettant d'être justement indemnisés et incitant RTE à l'efficacité dans le dimensionnement global du réseau dont il a la charge.

Ensuite, Enerplan souhaite insister sur le fait que le dimensionnement optimal proposé par RTE ne saurait être déployé avec succès que s'il intègre l'ensemble des solutions techniques de flexibilité disponibles sur le marché, permettant à RTE de déployer la solution présentant un optimum technico-économique dans chaque situation. Si les écrêtements de production font bien partie du spectre de solutions disponible, le marché de la flexibilité ne saurait s'y limiter. Le stockage stationnaire et mobile ainsi que la flexibilité de la demande sont autant de solutions alternatives devant être prises en considération par la CRE comme par RTE dans le cadre des efforts de résorption des congestions sur le réseau public de transport.

Enerplan tient également à rappeler à la CRE ainsi qu'à RTE l'obligation qu'ont les gestionnaires de réseaux européens d'identifier et de publier l'ensemble des congestions structurelles sur leur réseau (au titre des articles 14 et 50 du règlement 2019/943 sur le marché intérieur de l'électricité). Cette identification, trop partielle à date, doit permettre à RTE de mieux anticiper ses besoins en termes de solutions de flexibilité et de renforcements structurels au cours de la période des TURPE 6 HTB. L'identification et la publication effectuées jusqu'ici des congestions dites "résiduelles", soit celles intervenant après les travaux de renforcement prévus par RTE, ne peuvent pas être considérées comme exhaustives et doivent donc être élargies à l'ensemble des congestions, dans un souci de transparence dans l'utilisation des sommes allouées à RTE dans le cadre des TURPE 6.

Enfin, Enerplan ne souhaite pas se prononcer pour ou contre l'abaissement du niveau d'incitation concernant les congestions nationales à 20%, considérant effectivement que le maintien à 100% pourrait freiner l'utilisation par RTE de solutions de flexibilités autres que l'écrêtement. Néanmoins, cet abaissement et donc l'octroi d'une plus grande flexibilité dans la gestion des congestions à RTE doit s'accompagner d'une augmentation de la transparence dans ce domaine, tant dans l'identification de ces congestions que dans le processus menant au choix d'une solution de flexibilité plutôt qu'une autre pour les résorber. Un rapport annuel public de RTE sur cette gestion, qui pourrait être commenté par les parties prenantes et assorti de recommandations de la CRE et serait complémentaire de la publication des congestions mentionnée précédemment, permettrait de répondre à cet impératif de transparence. Un tel rapport devra notamment inclure une comparaison entre les dépenses de gestion des congestions prévues et celles effectivement mobilisées, permettant un suivi fin de la progression vers l'objectif commun à l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie : la maîtrise du niveau du TURPE.

Question 12 : Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable à la proposition de la CRE de mettre en place une régulation importante des dépenses d'investissements de RTE au cours de la période couverte par les TURPE 6. Ce schéma permettra de favoriser le choix par RTE des solutions optimales économiquement et techniquement dans le spectre de solutions à sa disposition (renforcements structurels et solutions de flexibilité). La clause de rendez-vous à mi-période permettra par ailleurs de réévaluer l'enveloppe prévue à l'aune de développements structurants sur le réseau et sur les marchés. Concernant ce dernier point, Enerplan invite d'ailleurs la CRE à tenir compte dans les éléments analysés dans le cadre de la clause de

rendez-vous de la dynamique de développement des projets EnR à l'échelle nationale d'une part, et des révisions et adaptations de S3REnR d'autre part, de nombreuses évolutions étant attendues en la matière d'ici fin 2022.

Question 13 : Etes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Question 14 : Etes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable à la proposition de la CRE et suggère d'assortir ces audits aléatoires de conclusions contraignantes pour RTE.

Question 15 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?

Question 16 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan accueille favorablement la proposition de la CRE en matière de régulation incitative des investissements hors réseaux, en particulier concernant le volet SI. Ce dernier est en effet capital dans le cadre du développement de l'intelligence des réseaux appelé par le paquet législatif européen « Une énergie propre pour tous les citoyens », et bénéficiera également à l'amélioration de la communication par RTE de l'ensemble des informations pertinentes aux acteurs du marché ainsi qu'à l'accélération du traitement des demandes de raccordement des producteurs EnR. La reproduction du système appliqué de manière expérimentale à Terega semble donc pleinement pertinente.

Question 17 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?

Question 18 : Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable à la proposition de la CRE, et considère que ces travaux pourraient servir de base à l'élaboration d'une cartographie annuelle des congestions affectant le réseau. Cette cartographie permettrait de mieux appréhender les besoins de flexibilité sur le réseau de transport d'électricité et de développer des appels d'offres ciblés et neutres technologiquement sur les points les plus tendus, favorisant et accélérant l'accueil de la production EnR sur le RPT.

Question 19 : Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable à l'introduction des indicateurs proposés par la CRE, qui permettront aux acteurs du marché de veiller à ce que les fonds des producteurs et de la collectivité dirigés vers le RPT soient utilisés d'une manière optimale. Le suivi des coûts et des délais de raccordement et de la qualité de l'onde de tension sont particulièrement bienvenus dans le cadre de la transition du mix électrique français et, dans le cas de l'onde de tension, suite aux événements de tension haute survenus cet été. Enerplan participera activement aux discussions autour de ce dernier thème et invite la CRE à y jouer un rôle d'observateur et de commentateur des travaux.

Question 20 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable au maintien d'un niveau important de responsabilisation des gestionnaires de réseaux visant à les pousser à limiter au possible les coupures sur leurs réseaux, très préjudiciables pour leurs clients.

Question 21 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable au maintien d'un niveau important de responsabilisation des gestionnaires de réseaux visant à les pousser à limiter au possible les coupures sur leurs réseaux, très préjudiciables pour leurs clients, ce qu'ils injectent ou soutirent. Par ailleurs, la multiplication des événements climatiques exceptionnels d'ampleur doit pousser RTE à faire évoluer le réseau dont il a la charge vers plus de résilience en ses points les plus vulnérables.

Question 22 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan approuve les orientations retenues par la CRE pour le cadre de régulation incitative de la R et D pour les TURPE 6 HTB. La consultation annoncée par la CRE sur les grands thèmes de recherche en début de période tarifaire semble particulièrement à propos afin d'éviter que RTE ne lance de recherches sur des segments de marché matures, tout particulièrement dans le secteur des flexibilités réseau dont le stockage stationnaire d'électricité. Si la volonté de la CRE d'accroître la transparence de l'utilisation des fonds dépensés par RTE en R et D, il convient selon Enerplan de maximiser cette transparence en rendant publiques les données non commercialement sensibles contenues dans les remontées annuelles d'informations de RTE à la CRE, rendant de fait annuel le rapport R et D à destination du public.

Question 23 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable à la proposition de la CRE, à même de redonner de l'attractivité à ce dispositif trop peu employé sur la période des TURPE 5 et présentant un important potentiel de gains d'efficacité pour le réseau. Le rôle de la CRE n'en sera pas moins essentiel afin de garantir que ce dispositif ne freine pas l'innovation des acteurs du marché en matière de flexibilité, de services réseau et de circuits courts des électrons en empiétant sur des segments de marché matures. Il conviendrait à ce titre que la CRE consulte les acteurs du marché sur le modèle de la consultation prévue concernant les orientations en matière de R et D au début de la période tarifaire.

Question 24 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan partage l'analyse de la CRE soulignant le rôle essentiel de la publication des données de marché par RTE, et est aligné avec les demandes de publication à court terme de l'ensemble des congestions (et non uniquement les congestions « résiduelles ») sur le réseau de transport.

Question 25 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est tout à fait favorable aux orientations proposées par la CRE, incitant RTE à accélérer l'intégration des flexibilités sur le réseau et au service du réseau. Les actions prioritaires identifiées par la CRE sont appelées par les professionnels du solaire de longue date et nous ne pouvons donc que nous réjouir de voir nos demandes dans ce sens entendues et reprises. Néanmoins, les délais de mise en œuvre de certaines actions paraissent très voire trop souples et mériteraient d'être raccourcis afin d'accélérer le développement des flexibilités et de respecter les prescriptions législatives européennes en la matière.

Concernant par exemple la publication d'une carte des congestions au niveau France, l'article 14 du règlement 2019/943 sur le marché intérieur de l'électricité imposait à RTE d'identifier l'ensemble des congestions structurelles affectant son réseau au plus tard le 5 octobre 2019, et l'article 50 du même texte, applicable depuis le 1^{er} janvier 2020, de rendre publique ces données clé. Si Enerplan est à l'écoute des arguments que RTE pourra avancer justifiant de travailler encore quelques mois avant de publier ces données, un délai courant jusqu'en 2023 semble disproportionné et devrait

être réduit au maximum par la CRE.

Concernant cette fois la mise en place d'un appel d'offres pour la réserve secondaire, l'élaboration d'un cadre de contractualisation des flexibilités pour les congestions et la correction des périmètres d'équilibre pour les flexibilités locales, le paragraphe 4 de l'article 40 de la directive 2019/944 sur le marché intérieur de l'électricité, qui doit être transposée par la France en droit français le 31 décembre 2020 au plus tard, impose à RTE et à la CRE de mettre en place dès cette date des exigences techniques permettant la participation effective de l'ensemble des solutions de flexibilité aux services d'équilibrage, services que RTE devra acquérir dès cette même date selon une procédure basée sur le marché. Enerplan comprend que la crise sanitaire des derniers mois n'ait pas été propice au lancement de discussions dans ce sens, ce qui explique sans doute que la mise en conformité de la DTR aux dispositions législatives européennes ait été décalée de quelques mois. Cependant, ce décalage doit rester limité et nous demandons donc une réduction significative des délais, soit à minima un alignement pour ces trois actions prioritaires de leur date limite d'achèvement au 1er octobre 2021.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?

Enerplan est aligné avec l'analyse de la CRE concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique. Le CRPC permettra par ailleurs à RTE de s'adapter à d'éventuels écarts entre ces prévisions et la réalité.

Question 27 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système électrique) de RTE ?

Enerplan s'interroge sur le niveau prévisionnel des charges liées aux systèmes informatiques prévues pour la période des TURPE 6 HTB. Les parties et sous parties précédentes ont insisté sur la nécessité pour RTE de travailler à l'amélioration de la quantité et de la qualité des données fournies aux acteurs du marché et à l'amélioration du traitement des demandes des clients. Les suggestions de l'auditeur en la matière, incitant la CRE à se baser quasi exclusivement sur les tendances relevées par le passé, pourraient mener à une incohérence vis-à-vis des besoins financiers de RTE en matière de SI et à des dégradations dans la communication de données précieuses aux acteurs des marchés telles que les congestions affectant le réseau.

Question 28 : Avez-vous des observations à formuler quant à la trajectoire de recettes d'interconnexion que la CRE envisage de retenir pour le TURPE 6 HTB ?

Question 29 : Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

Enerplan appelle la CRE à la prudence concernant le niveau du CMPC. La crise sanitaire pourrait en effet avoir des répercussions macroéconomiques importantes dans les mois/années qui viennent, comprenant notamment une détérioration des conditions d'emprunt se traduisant par une potentielle hausse des taux d'intérêts sur les marchés. Aussi, si la trajectoire retenue par RTE semble pertinente dans les conditions de marché actuelles, il semblerait pertinent de prévoir une clause de révision au milieu de l'exercice des TURPE 6 HTB, permettant d'ajuster le CMPC si nécessaire.

Question 30 : Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2025 ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan entend la nécessité soulevée par RTE de rehausser de manière significative la trajectoire d'investissements envisagée afin de faire du réseau de transport et de son gestionnaire des rouages clé de la transition énergétique et est confiant dans la capacité de la CRE à veiller à la juste utilisation par RTE des recettes émanant des TURPE 6 HTB.

Question 31 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?

Enerplan appelle la CRE à analyser dans le détail les investissements de RTE prévus dans les systèmes informatiques prévus pour la période des TURPE 6 HTB. Les parties et sous parties précédentes ont en effet insisté sur la nécessité pour RTE de travailler à l'amélioration de la quantité et de la qualité des données fournies aux acteurs du marché. Les suggestions de l'auditeur en la matière, incitant la CRE à se baser quasi exclusivement sur les augmentations relevées par le passé, pourrait mener à une incohérence vis-à-vis des besoins de RTE en matière de SI et à des dégradations dans la communication de données précieuses aux acteurs des marchés.

Question 32 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant les quantités d'énergie transportées pour la période du TURPE 6 HTB ?

Enerplan est aligné avec les prévisions de RTE concernant les quantités d'énergie transportées et l'analyse qu'en fait la CRE.

Question 33 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 HTB ?

Enerplan s'interroge fortement sur l'évolution proposée des tarifs en HTB1 et sur la compatibilité de cette augmentation avec la volonté de la CRE de voir les solutions de flexibilité jouer un rôle croissant dans la maîtrise des coûts de développement, de renforcement et d'entretien du réseau de transport. Le changement radical proposé en matière de coût puissance et de coût énergie va avoir un impact extrêmement important, si ce n'est rédhibitoire, sur le développement de projets de stockage en France au service du réseau.

Question 34 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Défavorable

Commentaire :

Enerplan s'interroge sur les principes édictés. Notre syndicat note que des évolutions sur les principes du timbre-poste ou encore de la péréquation tarifaire pourraient faire l'objet de discussions à l'aune de la décentralisation énergétique, et des productions et consommations locales. Enerplan recommande qu'un groupe de travail soit ouvert sur l'évolution de ces principes et de leur application.

Enerplan regrette l'a priori négatif qui ressort de ces principes à l'encontre de l'autoconsommation collective. En effet, si les effets positifs de la consommation locale de la production sont soulignés, rien aujourd'hui au travers des opérations en service ne permet de pointer un coût important de la remontée des électrons sur les niveaux de tensions supérieurs. Par ailleurs, ce qui est vrai ici pour l'autoconsommation collective l'est également pour toute production décentralisée d'électricité, qui peut ou non trouver un débouché sur la boucle BT de son injection. Aussi, en l'état, Enerplan regrette qu'un cas particulier soit fait de ce mode de production et considère que les consommateurs - autoconsommateurs collectifs ne sauraient être catégorisés différemment des autres.

Par ailleurs, la CRE a mené ces derniers mois d'importants travaux de réflexion sur les moyens de stockage et les services réseaux. Il ressort dans la conclusion du document de réflexion et de proposition publié le 11 septembre dernier concernant le stockage d'électricité en France, que :

- Les services que peut rendre le stockage sont nombreux ;
- Le stockage jouera un rôle important dans le cadre du développement des flexibilités ;
- La CRE souhaite s'assurer que le cadre réglementaire et tarifaire, ainsi que les conditions d'accès aux réseaux électriques soient propices au développement du stockage.

Si Enerplan salue le fait que la CRE souligne ces conclusions, nous ne pouvons que constater l'absence de leur prise en compte dans le cadre du développement du stockage en France. En l'état, les simulations indiquent que les opérateurs de stockage pourraient voir leur niveau de TURPE augmenter de plus de 60%, annulant toute rentabilité des opérations de stockage et imposant donc de fait une barrière extrêmement forte au développement de telles opérations en France. Par sa proposition de grilles tarifaires, la CRE imposerait à la France un déficit de solutions de flexibilités, brisant un marché en plein développement et se privant de solutions devant permettre de limiter les coûts de congestion et de développement du réseau. Enerplan appelle donc à leur révision afin de pénaliser le moins possible les opérateurs de stockage, leur permettant de contribuer efficacement aux marchés de la flexibilité, contribuant de ce fait à une forte pénétration EnR dans le mix électrique, ou faute de mieux de revenir à la grille tarifaire des TURPE 5 HTB afin de permettre aux acteurs de bénéficier d'une stabilité des tarifs.

Question 35 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ?

Question 36 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ?

Question 37 : Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ?

Question 38 : Etes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ?

Question 39 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?

Question 40 : Etes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ?